

Projet d'intervention de Jean-Pierre Chevènement

Paris, Gymnase Japy

Mardi 28 novembre 2006

Je vous remercie d'être venus nombreux à ce meeting de lancement de ma campagne au cœur de Paris, dans ce onzième arrondissement dont je tiens à saluer le maire, mon ami Georges Sarre.

A) *Pourquoi je suis candidat.*

Comme vous le savez, je me suis résolu à faire acte de candidature à l'élection présidentielle. Cette décision s'est progressivement imposée à moi avec la force de l'évidence. Cet été encore je privilégiais, pour faire obstacle à Nicolas Sarkozy, candidat de la droite libérale et non gaulliste, un accord politique avec le parti socialiste.

Puis j'ai pris connaissance dans le détail du projet du PS et j'en ai conçu de fortes inquiétudes pour l'avenir de notre pays. Le projet du PS évoque en effet un nouveau traité Constitutionnel européen. Il n'est pas au clair sur la manière de relancer l'économie ni de réorienter l'Europe.

Son analyse de la politique américaine est on ne peut plus superficielle. Quand on a dit : « L'atlantisme à la britannique est une impasse. L'antiaméricanisme de principe est une impasse », on n'a rien dit du tout. Sur les crises du Moyen-Orient, la faiblesse de l'analyse conduirait, je le crains, à une politique du suivisme à l'égard de la diplomatie américaine, avec tous les risques que cela peut comporter pour la France. De même, sur des sujets très importants comme la sécurité et l'Ecole, le PS est encore très loin d'être au clair avec lui-même. Quant aux propositions faites en matière institutionnelle, elles sont à mon sens dangereuses, car elles conduiraient non à revaloriser le Parlement mais à un régime d'Assemblée qui, par un effet de boomerang, ouvrirait la voie à une réaction autoritaire. Que dire enfin de la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales et minoritaires qui, si elle était adoptée, aboutirait, par leur co-officialisation dans l'espace public, à une fragmentation de celui-ci et constituerait un coup porté à la démocratie et à l'unité de la République ? Cette Charte offrirait en effet un tremplin à tous les micronationalismes plus ou moins ethniciants.

*

Depuis juin dernier, le PS a privilégié sa relation avec le PRG. C'est son droit. Il n'a pas cherché à tirer avec nous les enseignements de la période écoulée. Il est vrai qu'il faudrait remonter à 1983 au moins et que c'est difficile. Disons clairement les choses : le PS, de 1999 à 2000, a voulu marginaliser le MRC. Il a ensuite cherché à le faire disparaître en faisant battre ses parlementaires, y compris le cas échéant en joignant ses voix à celles de la droite et de l'extrême-droite. Je rappelle cela parce que c'est la vérité et qu'entre amis on doit se parler franchement.

Pour passer un accord il faut être deux et il faut un respect mutuel. C'est alors que je me suis résolu, pour faire respecter nos idées et bien que mesurant l'épreuve, à me porter candidat. C'était le 6 novembre, il y a trois semaines. Je l'ai fait pour mettre la gauche à la hauteur des défis qui sont devant nous, et en définitive, pour servir le pays : il est bon qu'une voix expérimentée et réfléchie, en dehors des convenances de pensée, s'exprime sur l'Europe, sur le moyen de la réorienter, au bénéfice de la croissance et de l'emploi, sur la réactivation du modèle républicain, sur la nécessité enfin de prendre appui solidement sur la nation pour accomplir toutes ces tâches. J'ai rendu public un projet cohérent, ambitieux et réaliste à la fois le 13 novembre, Place de la République : Trois priorités – vingt chantiers pour faire rebondir la France. Nos positions sont claires même si le fond a été occulté sous les questions de tactique politique, les seules qui intéressent les Etats-majors de l'UMP et du PS.

Quand j'ai pris mes résolutions, je l'ai fait sans illusion mais en toute conscience. Je sais par expérience qu'il est possible de réunir sur un projet progressiste 1,5 millions de Français de sensibilités diverses, mus par le seul désir de servir avant tout leur pays. Mais je sais aussi le poids des routines et des allégeances et, plus encore, j'ai appris à mesurer le déclin de la démocratie, sensible à travers la programmation de la télévision où il n'y a plus guère d'émissions politiques. Faut-il rappeler la confiscation quasi-totale des ondes au moment du référendum sur la Constitution européenne au bénéfice des « oui-ouïstes » ? C'est ce mépris scandaleux de la démocratie manifesté par nos élites qui suscite un rejet de plus en plus violent, un rejet non instruit et qui, en définitive, fait le jeu de Le Pen. Et combien il est difficile d'expliquer à ces électeurs qu'il existe un projet alternatif, cohérent et construit, pour sortir des ornières où nous a conduits « la seule politique possible » ? La seule évidemment, dès lors que les grands choix d'ouverture à une mondialisation faussée ont été transférés à Bruxelles et à Francfort ! Oui ce travail d'instituteur républicain que je remplis par devoir est infiniment difficile et ingrat car la machine à décerveler est puissante dans l'état actuel du système. J'en sais quelque chose pour avoir subi, au lendemain du 21 avril 2002, une des plus violentes campagnes d'éradication qu'un homme politique ait eu à subir, une campagne menée par la gauche bien pensante relayée par la droite tout aussi bien pensante, et par tous ceux qui ont oublié de faire marcher leur cervelle.

J'y ai résisté avec le soutien de quelques courageux, car il vous fallait du courage et plus que du courage pour résister à la fatwa prononcée contre moi et à travers moi, contre l'idée d'une autre politique que celle que peut agréer l'Establishment financier. Il était plus facile de rejoindre la cohorte de nos petits opportunistes ! Tous les prétextes étaient bons pour s'éloigner et prendre du champ. Cinq ans après, je suis toujours vivant parce que je crois à la force des idées.

Mes adversaires croient à la méthode Coué !

Comme ils n'aimaient pas m'entendre, ils avaient décrété depuis le 22 avril 2002 que je n'existais plus ! Pendant que celles et ceux que j'avais supplantés en 2002 paraissent sur les estrades médiatiques, j'étais pour ma part encerclé d'un boycott étonnant.

Et plus les événements me donnaient raison et plus ils m'oubliaient !

Référendum en Corse, rejetant les chimères de l'accord Matignon.
Référendum aux Antilles, invalidant l'éclatement de la République.
Guerre d'Irak, éclairant rétrospectivement la guerre du Golfe.
Référendum sur la Constitution européenne.

Chaque événement leur a donné de nouvelles raisons de me faire passer à la trappe.

Et, à peine ma candidature rendue publique, les mêmes ont décrété aussitôt que j'avais déjà annoncé mon retrait.

A tous ceux qui prennent leurs désirs pour la réalité, je réponds par ma nouvelle devise : Etiam mortuus, redeo. Même mort, je reviens !

C'est donc en pleine lucidité que j'entame ce combat. Avec des moyens réduits certes mais avec une résolution intacte, avec les meilleurs arguments qui soient et avec le soutien de la valeureuse phalange que vous représentez et de réseaux de sympathisants nombreux dans le pays.

Je sais très bien ce qui est accessible et ce qui ne l'est pas. Mon but est de peser. De peser et non de témoigner. Encore qu'il ne faille pas mépriser le témoignage. Il est quelquefois nécessaire comme la semence l'est aux moissons futures.

*
* *

Le temps qu'il faudra

Je prendrai le temps qu'il faudra pour faire connaître mes options. Nous sommes encore à cinq mois de l'échéance.

Qu'il soit clair que je me suis présenté contre Nicolas Sarkozy, parce qu'il diviserait gravement le pays s'il était élu et qu'il n'y a rien de bon à attendre d'une thérapie de choc libérale grimée aux couleurs de la priorité donnée aux choix individuels. Encore moins d'une politique sécuritaire qui tourne le dos aux valeurs républicaines qui lient indissociablement éducation, citoyenneté, prévention et répression.

Je ne me suis donc pas présenté contre Ségolène Royal ... pour la bonne raison d'abord qu'elle n'était pas encore désignée quand j'ai fait acte de candidature. Certes il ne m'échappe pas que les rescapés de la deuxième gauche veulent la tirer à droite. C'est ainsi que j'ai lu avec intérêt Jacques Julliard dans les colonnes du *Nouvel Observateur* et Alain Touraine dans celles du *Monde*. Il est vrai aussi que ceux qui se déclarent à gauche dans le parti socialiste et au dehors, ne seraient pas mécontents d'une telle évolution.

Qu'en est-il exactement ? Certes, on se souvient du discours de Joué-lès-Tours où Michel Rocard avait théorisé l'incapacité des gouvernements d'être autre chose que le reflet de l'opinion publique, mesurée par les sondages. Mais est-ce vraiment la position de Ségolène, Royal ? Celle-ci, cheminant au milieu des obstacles, n'a-t-elle pas choisi une méthode originale qui, en remettant en cause les vieux tabous que j'avais moi-même cherché à briser sur la sécurité, l'Ecole, la nation, lui permettrait peut-être de rebrasser les cartes ? C'est l'hypothèse que j'ai formulée à l'Université d'été des Ulis, en vous invitant à suspendre provisoirement votre jugement.

En attendant, j'ai choisi de faire entendre ma voix, la vôtre, une voix claire, articulée, compréhensible, que bien entendu l'Establishment fait et fera tout pour étouffer. Ségolène Royal s'est mise à l'écoute et moi j'ai décidé de parler aux Français. C'est une posture différente. Je vous mets cependant en garde contre la tentation de faire chorus avec ceux qui se sont toujours trompés et qui croient au virage à droite du PS depuis que Ségolène Royal a été désignée.

Soyons réalistes : le PS n'avait-il pas souvent viré à droite : en mars 1983, par exemple, quand s'est ouverte la fameuse « parenthèse libérale » évoquée alors par Lionel Jospin ?

Le PS n'avait-il pas viré à droite quand, dans une Convention d'avril 1991, il habillait d'un immense calicot « Vers un nouvel ordre international » son approbation de la première guerre du Golfe ?

Le parti socialiste n'avait-il pas viré à droite quand, en approuvant le traité de Maastricht en 1992, il acceptait de faire le chemin inverse qu'avait accompli en 1936 Léon Blum, en nationalisant la Banque de France, en donnant à l'inverse le pouvoir monétaire tout entier à la Banque Centrale européenne indépendante ? Bref, aux gnomes de Francfort qui s'appêtent, le 7 décembre prochain, à relever les taux d'intérêt quand la croissance est atone, l'inflation en baisse et l'euro plus cher que jamais ...

Et ce virage à droite, le PS ne l'avait-il pas théorisé presque en même temps à son Congrès de l'Arche, en 1991, en substituant à la méthode d'analyse de Jaurès, synthèse de la République et de la pensée de Marx, la notion de « complexité » érigée en boussole de l'action ou plutôt de l'inaction ? Il est vrai que tout le monde au PS a oublié le Congrès de l'Arche mais n'a pourtant pas oublié le Congrès d'Epinay.

Et plus récemment encore, le PS n'avait-il pas viré à droite en soutenant le gouvernement de la gauche plurielle quand celui-ci, en septembre 1999, avait théorisé au séminaire ministériel de Fontainebleau, l'incapacité de l'Etat à intervenir dans l'économie ?

Si je rappelle le passé, vous le savez bien, ce n'est pas par un esprit de boutique qui serait déplacé, ni même pour rétablir quelques vérités oubliées mais utiles. C'est avant tout pour préparer l'avenir que la gauche devra inventer par un effort de synthèse originale.

En effet, nous ne pouvons pas faire comme si le capitalisme financier mondialisé n'était pas aujourd'hui installé. Mais nul destin ne nous impose de faire comme si nous devions

retourner définitivement au capitalisme d'avant 1914 ! La lutte et le progrès ont de beaux jours devant eux !

Avant de crier au loup avec les loups, sachons donc mesurer chaque propos au trébuchet de la vérité. C'est ainsi que nous servirons le mieux et la gauche et le pays.

La vérité est que le parti socialiste n'a jamais analysé ses dérives pourtant anciennes. Lionel Jospin avait bien évoqué après 1993 un droit d'inventaire mais il ne l'a jamais exercé. L'incapacité de la gauche plurielle à définir un projet commun l'a fait se briser, en 2002, sur l'obstacle. Plutôt que de se remettre en cause, le PS, comme tétanisé par l'annonce du retrait de Lionel Jospin, est entré dans une phase de glaciation ou plutôt de léthargie idéologique. Or il ne pourra pas reconquérir durablement l'électorat populaire s'il ne sait pas corriger sa trajectoire, pour revenir à une pédagogie républicaine, « en mettant, selon l'expression de Marc Bloch, le peuple dans la confiance ». Tel est le défi que Ségolène Royal doit relever en ayant reçu le PS tel que je viens de le décrire, en héritage. Il me semble que de notre part, cette exigence de rigueur intellectuelle et morale n'a rien d'exorbitant car elle vaut pour l'avenir et nous ne réclamons nulle repentance, seulement un peu de conscience.

Ce legs difficile éclaire peut-être les raisons de la désignation de Ségolène Royal comme candidate du parti socialiste. Parce qu'elle symbolise, par sa féminité et sa jeunesse, ce besoin de renouvellement que le vieux parti socialiste ressent instinctivement mais qu'il n'a pas été capable de formuler par lui-même, écrasé qu'il était par ses querelles d'éléphants. Ainsi peut-être la désignation de Ségolène Royal est-elle une « ruse de la Raison », comme aurait dit Hegel. La vérité est que nous n'en savons rien, mais que nous le saurons bientôt. En tout cas sa tâche est rude si elle veut durablement s'attacher le soutien des classes populaires.

Ségolène Royal, qui s'était engagée derrière le « oui » au projet de « Constitution européenne », a quand même déclaré, il y a deux mois, que ce projet était désormais « caduc » et qu'il fallait « faire l'Europe par la preuve ». Cette formulation rationaliste ne saurait nous déplaire. Nous sommes comme Saint-Thomas, le saint que je préfère, celui qu'il faut convaincre.

Ségolène Royal s'est mise à l'écoute. Espérons qu'elle entendra la voix des sans-voix, de ceux que le système prive de toute capacité d'expression pour protester contre le sort injuste qui leur est fait : délocalisations, plans dits « sociaux », chômage de masse, précarité, vie chère, etc. En tout cas, elle entendra ma voix qui n'est inspirée que par le souci de faire réussir vraiment la gauche, avec le peuple et pour le peuple.

B) *Faire respecter le vote du 29 mai 2005.*

La situation est grave, beaucoup plus encore qu'en 2002. Ce sont les mêmes problèmes qui se posent mais considérablement aggravés.

- Au plan international d'abord : au Moyen-Orient où la funeste « guerre des civilisations » décrétée au lendemain des attentats du 11 septembre a détruit l'Irak et nous fait côtoyer le précipice de nouveaux conflits qui ne nous laisseraient pas indemnes.
- Aux Etats-Unis, la conjoncture économique se retourne et l'année 2007 s'annonce difficile. Le dollar baisse et l'euro cher asphyxie l'économie européenne.
- En France même, que voyons-nous ? Quasi stagnation économique depuis cinq ans, l'euro cher – 60 % de plus qu'en l'an 2000, 1 dollar 32 centimes au lieu de 80 centimes de dollars – accélère les délocalisations, pénalise les exportations, décourage l'investissement ; un chômage de masse s'est installé, qui ne recule pas, malgré les statistiques trompeuses, comme le sont aussi celles qui concernent le pouvoir d'achat. Depuis l'instauration de l'euro, le prix du café au comptoir a plus que doublé et celui du litre d'huile a augmenté de 82 % ! Jamais les inégalités n'ont été aussi profondes et aussi scandaleuses entre les salaires faramineux des grands patrons et les salaires de misère des travailleurs pauvres – 7 millions qui gagnent moins de 700 euros par mois. Rockefeller, qui n'était pas un anticapitaliste forcené, déclarait jadis qu'il ne devait pas y avoir entre son salaire et celui de l'ouvrier le

moins payé un écart supérieur à 40 : nous en sommes loin ! Entre le salaire de M. Tchuruk et celui d'un ouvrier d'Alcatel le rapport est de 1 à 1500 ! L'injustice triomphe. La jeunesse piétine devant un avenir bouché. L'ascenseur social ne fonctionne plus. L'intégration des jeunes issus de l'immigration est de plus en plus difficile. La peur et la rancœur dominant trop souvent le paysage de nos banlieues. La République s'efface devant la montée des communautarismes. Or, les candidats en lice ne proposent aujourd'hui que des remèdes ordinaires, voire de simples placebos.

Dans la psychologie des Français, deux tendances se manifestent, si je mets à part les rentiers de la finance, les classes moyennes en effet dans leur appréhension de l'avenir, rejoignent de plus en plus les classes populaires ; nous observons d'une part une tendance au sauve-qui-peut, caractéristique de l'hyper individualisme libéral, au triomphe de l'égoïsme individuel et à la résignation collective. Ce fatalisme, ce « no future », est terriblement inquiétant, quand il touche tout un peuple, comme ce fut le cas à la fin des années trente.

Mais d'autre part il y a dans notre pays un refus de l'écrasement, une aspiration au changement. Il peut certes prendre la forme du rejet, mais le rejet n'est-il pas déjà la manifestation en creux de l'espoir en l'avenir ? Depuis le 21 avril 2002, la société française nous dit que cela ne peut plus durer. Ne l'a-t-elle pas manifesté de manière éclatante, le 29 mai 2005, en rejetant le projet de « Constitution européenne » ? Son adoption aurait signé l'arrêt de mort de la démocratie républicaine et l'acquiescement à l'ordre de plus en plus injuste du monde, à cette dictature du capitalisme financier qui s'est progressivement installée depuis deux décennies.

Tout l'enjeu de cette campagne présidentielle est de savoir quelle tendance l'emportera. D'un côté, la résignation à subir. Ou de l'autre, l'espoir du changement ? Oui, l'enjeu de cette campagne est d'armer la volonté de notre peuple et d'abord pour faire respecter son vote du 29 mai 2005.

Quelle suite aujourd'hui a-t-elle été donnée au vote de nos concitoyens ? Quelles propositions ont été faites à nos partenaires européens ?

Nous avons eu droit aux mines contrites, défaites, de nos dirigeants qui cherchaient à s'excuser à Bruxelles du vote de leur peuple. Ils avaient honte de leur propre peuple !

Notre pays en a assez de ces hommes politiques qui s'excusent des choix de la France, que ce soit contre la guerre d'Irak ou à propos du référendum. Il est temps de renouer la confiance entre les citoyens et leurs dirigeants.

Il est temps que celles et ceux qui ont la charge de la France commencent par en être fiers !

Les citoyens français n'ont pas dit Non pour des prunes !

Qui aujourd'hui est en mesure de prendre appui sur le vote populaire pour sortir de l'ornière et ouvrir le chemin de l'avenir ?

J'entends parler d'un candidat antilibéral, à vrai dire introuvable ... Mais le candidat antilibéral, c'est moi !

Depuis des années, de toutes mes forces, j'ai averti mes concitoyens sur les périls d'une intégration aveugle, sur le contenu du traité de Maastricht, sur la manière absurde dont était conçue la monnaie unique, sur la politique dogmatique et dangereuse de la concurrence.

Avec le temps, les Français ont à présent établi le lien entre ces choix européens qui n'eussent pas été possibles sans la confiscation de la souveraineté populaire et les délocalisations, le chômage de masse, la liquidation des services publics. Voilà pourquoi je vous propose de conduire le pays vers des choix novateurs, de tirer l'Europe libérale de son impasse, pour impulser les électrochocs nécessaires et redresser enfin l'entreprise et cela dans l'intérêt de la France et de l'Europe elle-même. Oui je suis le seul candidat

antilibéral et républicain à la fois. Car l'antilibéralisme n'est pas en soi un programme, si on n'affirme pas en même temps la responsabilité du citoyen.

Les marchés financiers ne sont pas l'horizon de l'Humanité. Ceux qui ont décrété la fin de l'Histoire se trompent et vous trompent. Le capitalisme patrimonial chanté par Alain Minc n'est pas le terminus de l'Histoire. Ce sont les peuples qui font l'Histoire, à commencer par le nôtre, le peuple français, qui n'a pas dit son dernier mot.

C) *La France a besoin d'un dessein cohérent.*

Les équilibres du monde en effet changent à toute vitesse.

1. Nous assistons d'abord à l'émergence rapide de très grands pays à forte capacité technologique et disposant structurellement d'immenses « armées industrielles de réserve », donc de très bas salaires, dans une proportion qui ne paraît pas en voie de se réduire. C'est particulièrement vrai de la Chine et de l'Inde.
2. Dans le même temps, nous assistons au déclin de l'Empire américain, qui vit de plus en plus à crédit : une balance des paiements déficitaire chaque année : 700 Milliards de dollars, un endettement net qui croît à une vitesse exponentielle. Sa monnaie, le dollar, est à la merci de ses créanciers. Il cherche une issue dans le contrôle des matières premières dont les prix s'envolent et d'abord le pétrole. Il s'est jeté dans une guerre dans laquelle il s'enlise de plus en plus.
3. Le peuple français sent tout cela : Comment desserrer le piège que nous voyons se refermer sur la France et l'Europe, coincées entre les Etats Unis qui drainent vers eux 80 % de l'épargne mondiale, y compris la nôtre, et croissent deux fois plus vite que nous, et les grands pays de l'Asie dont le développement est légitime mais le serait davantage s'il s'appuyait aussi sur leur marché intérieur et pas seulement sur l'exportation à bas prix, entraînant l'élimination rapide du tissu industriel dans les pays anciennement développés ? La Chine a besoin du socialisme, celui qui par exemple, commencerait par instaurer la Sécurité Sociale et par décréter la liberté des syndicats ! Nous sommes ainsi plongés dans une mondialisation caractérisée par la domination des marchés financiers sur la production, et par une « déflation salariale » qui conduit à substituer des emplois peu payés à des emplois bien rémunérés (et assortis de protection sociale). Les effets de ces deux phénomènes sont du jamais vu dans l'histoire du développement économique ! Délocalisations, qui satisfont les exigences exorbitantes de rentabilité des actionnaires en privant notre pays de son tissu industriel. Mise en concurrence permanente de nos travailleurs (y compris nos ingénieurs) avec ceux des pays à bas coût de rémunération. Les classes moyennes sont maintenant touchées de plein fouet par cette dégradation de leur pouvoir d'achat.

Tout le monde en France n'a pas pour autant décidé de baisser les bras. Mais il faut un plan cohérent, une vision. C'est ce plan et cette vision que je propose.

*

Pour faire rebondir la France, il faut d'abord réorienter l'Europe. Celle-ci en effet peut être, comme la langue d'Esopo, la pire ou la meilleure des choses.

La pire si elle s'abandonne aux vents dominants, qu'ils soufflent de l'Ouest ou de l'Est. D'un côté l'Empire américain veut nous enchaîner à son char. Nos soldats se feraient canarder à Bagdad, si on avait écouté Nicolas Sarkozy en 2003. En attendant, la colonisation du CAC 40 par les Fonds d'investissement américains se poursuit et notre épargne se place à l'étranger, en particulier à Wall-Street.

D'un autre côté, une concurrence entièrement faussée offre nos marchés aux produits à bas prix. Notre tissu industriel se délite sous l'effet des délocalisations beaucoup plus importantes que veut nous le faire croire la pensée libérale dominante :

- Car outre le transfert d'unités de production, la partie visible, il y a la délocalisation par ouverture d'autres usines dans les pays à bas coût entraînant chez nous la réduction de l'investissement et de la production.

- Il y a également la délocalisation par les achats, par le biais notamment des grandes surfaces : les produits importés représentent aujourd'hui 50 % de notre consommation de biens manufacturés.
- Enfin, il y a les délocalisations qui correspondent aux plans de redéploiement des grands groupes, qui suppriment des emplois dans les pays où les salaires sont les plus élevés : c'est ce que nous connaissons déjà et que nous mesurerons davantage au prochain retournement de conjoncture.

Il est temps de réagir.

L'Europe avec les peuples peut être en effet la meilleure réponse au piège qui se resserre, si nous en avons la volonté opiniâtre et si nous savons la faire partager autour de nous. La volonté de la France sera un encouragement pour tous ceux qui, peu ou prou, partagent la même situation que la nôtre. C'est l'enjeu de cette campagne présidentielle que de faire se lever une France nouvelle, jeune et volontaire. Tel est le sens de la bataille que je propose à nos concitoyens de livrer.

Je veux mettre la gauche à la hauteur de ses responsabilités et des attentes qui sont immenses dans notre pays.

Mon « idée de manœuvre » est simple : pour faire rebondir la France, il faut réorienter l'Europe qui pèse sur la plupart de nos choix et remettre en marche le modèle républicain.

Mes trois priorités sont donc indissociablement :

- 1) Réorienter la construction européenne ;
- 2) faire rebondir la France ;
- 3) remettre en marche le modèle républicain.

Je vais développer successivement ces trois priorités :

I - L'Europe d'abord. Le chemin que je vous propose n'est pas celui de la nostalgie. C'est celui de l'avenir.

J'invite la France à sortir des impasses où l'ont mise des années d'aveuglement, pour défricher les chemins de l'avenir. La France doit aider l'Europe à sortir de l'impasse où elle se trouve.

Depuis cinquante ans, on a fait croire aux Républicains qu'il fallait détruire les nations pour construire l'Europe. Erreur funeste. La faute, la très grande faute, de M. Monnet c'est d'avoir voulu bâtir l'Europe sur les ruines des nations en se passant de la démocratie : on a confié le pouvoir et la définition même de l'intérêt général à des expertocraties irresponsables : Commission européenne, Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale indépendante. Voilà la source du fameux déficit démocratique de l'Europe, de l'impasse où nous nous trouvons à présent puisque ces irresponsables, ne jurant que par la concurrence et le marché, ont mis bas toutes les protections douanières, contingentaires, monétaires et toutes les règles qui définissaient le service public, livrant les peuples à des concurrences déloyales et faussées auxquelles notre tissu industriel ne peut résister.

La crise vient de ce qu'un chapitre se ferme sans que le nouveau se dessine encore clairement. Chacun voit que la méthode suivie depuis plus de quarante ans est venue à extinction.

Il faut maintenant déverrouiller l'avenir. C'est sur les peuples et la force des nations que nous construirons une Europe forte et fière, capable de tenir son rang dans le monde, de construire un monde multipolaire, de faire entendre partout la voix de la justice et de la raison.

L'Europe a besoin de repartir sur de nouvelles bases. Les raccourcis imaginés par Jean Monnet et sa suite ont fini dans une impasse. Parce qu'il voulait ignorer les nations, les nations ont fini par se détourner de ce radeau, de ce Kon Tiki devenu en fait radeau de la Méduse.

Voilà donc le chemin du redressement : *l'Europe par les nations* ! Et c'est par la France retrouvée que cette nouvelle donne fera irruption dans l'Europe en panne.

Les rafistolages ne sont plus suffisants. Il faut du neuf en Europe. Je vous propose d'en apporter ! Voilà comment je compte m'y prendre.

- 1) Pour réorienter la construction européenne, je suggère que *le nouveau gouvernement de la France adresse sans délai un premier mémorandum européen* à Bruxelles et aux douze capitales de la zone euro pour mettre en place un gouvernement économique de la zone euro et organiser, à cette échelle, la relance et la croissance de l'économie.
 - a) Premier volet : la réforme des statuts de la Banque centrale pour que celle-ci voie inscrits au rang de ses objectifs statutaires la croissance et l'emploi.
 - b) Deuxième volet : l'attribution à l'Eurogroupe, c'est-à-dire aux ministres des Finances représentant les différents gouvernements responsables devant leurs peuples, de pouvoirs précis en matière de politique monétaire - s'agissant notamment du change -, et de politique budgétaire et fiscale.
 - c) Troisième volet : l'organisation d'une Conférence des Chefs d'Etat pour la définition et la mise en œuvre d'un plan de relance concernant les Universités, la recherche, les grandes infrastructures de transport, la défense et les industries de défense, l'aérospatiale enfin, financé par un emprunt garanti par l'ensemble des Etats-membres.

Le vrai problème, pour arriver à cette réorientation c'est l'Allemagne de Mme Merkel. Il nous faudra gagner l'Allemagne à une conception qui privilégie la croissance interne en Allemagne et en Europe plutôt que le développement de ses exportations hors d'Europe. L'Allemagne réalise 70 % de ses exportations vers l'Europe au sens large, y compris la Russie, et son PIB est le tiers du PIB européen. Cette réorientation européenne irait dans le sens des intérêts du monde du travail en Allemagne même, où il existe plus de quatre millions de chômeurs mais elle ne correspond pas à la politique actuelle du gouvernement Merkel qui prévoit une hausse de trois points de la TVA et une baisse à 30 % de l'impôt sur les sociétés. C'est cet iceberg à l'horizon que les dirigeants du Titanic socialiste ne voient pas. Cette politique de Mme Merkel est celle des milieux dirigeants de l'industrie et de la banque. Elle ne répond pas aux intérêts du monde du travail ni de l'Allemagne elle-même. Mais elle peut être infléchie : il faudra faire prendre conscience à l'opinion publique allemande de la nécessité d'un changement de cap « européen », de nouvelles règles du jeu, plus équitables dans le commerce international. Ce sera une de nos tâches, la plus décisive peut-être.

Le retournement probable de la conjoncture américaine et mondiale peut favoriser cette réorientation. Nous avons besoin d'une Allemagne européenne. A cette condition nous pouvons accepter non pas une nouvelle Constitution européenne mais un petit traité institutionnel pour faciliter les prises de décision. Pour faire simple : la reconnaissance du poids démographique de l'Allemagne contre le gouvernement économique de la zone euro.

- 2) *Dans le même temps le nouveau gouvernement enverra un second mémorandum européen pour une Europe qui protège à Bruxelles et aux 27 pays membres de l'Union.*

Premier volet : la réglementation de la concurrence sera confiée à un organisme indépendant de la Commission. Cette réglementation devra préserver le développement des services publics selon des règles nationalement reconnues. Pas question d'appliquer la directive ouvrant la Poste à la concurrence pour les plis de moins de cinquante grammes. Ce serait l'arrêt de mort pour les petits bureaux de poste dispersés sur le territoire.

Il faudra ensuite privilégier la constitution de groupes industriels européens compétitifs à l'échelle mondiale et défendre l'Europe au lieu de l'ouvrir aux OPA de prédateurs extérieurs.

On pourrait par exemple introduire des règles nouvelles encadrant les OPA, à commencer par l'obligation d'achat en cash. De même pourrait-on renforcer les pouvoirs de l'Autorité des marchés pour exiger un audit d'une entreprise effectuant un raid boursier.

Les PME et les très petites entreprises (TPE) ne sont pas moins exposées aux effets de la mondialisation, y compris comme sous-traitantes. A cet égard la directive Bolkenstein touche tout particulièrement les TPE, notamment artisanales. En ne posant pas le principe du « pays de destination », elle ouvre la voie aux interprétations les plus floues. Elle mettra directement en concurrence les travailleurs libres de venir se faire recruter, et les personnes venant s'installer dans des pays comme le nôtre, où la protection sociale est meilleure et donc plus coûteuse que dans le pays d'origine.

De même faut-il réagir contre les délocalisations internes à l'UE. Ainsi on prépare à Bruxelles une directive assouplissant le régime de transfert des sièges sociaux pour des raisons de compétitivité, c'est-à-dire de facilité fiscale. Assez des sièges sociaux de papier à Amsterdam ou à Luxembourg ! Il faut s'opposer résolument à ce texte, contraire au principe même de l'harmonisation des législations qui était l'un des principes fondateurs de la construction européenne.

Deuxième volet : un traité social devra fixer des critères de convergence progressifs en matière fiscale et sociale, contrepartie normale de l'ouverture à la concurrence du grand marché européen et d'aides financières substantielles.

Troisième volet : la reconstruction d'une « préférence européenne » par une réglementation « antidumping social » aux frontières de l'Union. C'est le seul moyen de préserver notre tissu industriel et d'attirer à nouveau l'investissement. La lutte contre le dumping social doit utiliser des instruments efficaces et sélectifs. Il ne s'agit pas de priver les pays en voie de développement de leurs débouchés : il faut distinguer entre les pays moins avancés auxquels il faut garantir ces débouchés, (ainsi l'Afrique, avec des accords tarifaires généreux) et ceux dont le développement permet déjà l'accroissement des revenus de leur population, ainsi la Chine ou l'Inde.

Cette pression serait légitime. La production mondiale aujourd'hui dépend de la consommation américaine ; et si elle ralentit, il est souhaitable qu'elle soit relayée par une capacité accrue de consommation de centaines de millions de Chinois ou d'Indiens, désormais intégrés à l'économie moderne et mondialisée. C'est un sujet qu'il faut inscrire à l'ordre du jour des conférences internationales.

Des tarifs modulés devraient être acquittés pour les produits dont l'importation massive casse notre appareil industriel (textile, biens d'équipement). Le rétablissement d'une telle préférence communautaire serait plus intéressant pour les travailleurs des pays d'Europe que la signature de traités « constitutionnels » ou la promulgation d'une énième directive sur les sujets les plus insignifiants.

De même en matière de marchés publics, des clauses préférentielles devraient-elles être introduites, particulièrement dans le domaine de la défense, si du moins on veut que se constitue une Europe de la défense.

Quatrième volet : les traités seront revus pour permettre à l'Union européenne d'émettre elle-même des emprunts pour financer une grande politique d'équipement et drainer l'épargne européenne vers des investissements en Europe.

- 3) *J'ai proposé un troisième chantier pour faire avancer une Europe de projets dans les domaines les plus divers : recherche – universités – transports – défense – espace – codéveloppement avec le Sud – politique étrangère. Cette coopération à géométrie*

variable entre les Etats aurait valeur d'entraînement pour tous, pour affirmer l'émergence d'un acteur européen stratégique à l'échelle mondiale.

4) *Quatrième chantier, celui qui ferait de l'Europe un acteur et pas un simple contributeur pour qu'elle soit réellement un facteur de paix dans le monde.*

- a) Nous devons développer un partenariat stratégique avec la Russie. C'est la paix et l'équilibre de notre continent et du monde qui sont en jeu, nos approvisionnements énergétiques, l'organisation d'une co-prospérité de l'Atlantique au Pacifique. Comme l'a dit Gerhard Schröder : « Les Européens veulent-ils une Russie étroitement liée à eux, politiquement, économiquement, culturellement ? Ou veulent-ils qu'à force de difficultés, cette Russie se mure dans son rôle de puissance asiatique ? ». Ceux qui, comme Nicolas Sarkozy, refusent de « mettre leur main dans la pogne de M. Poutine » (je cite) manquent de vision historique et même de bon sens. Ce sont souvent les mêmes qui veulent isoler et frapper l'Iran. Mais où donc l'Europe ira-t-elle chercher le gaz qui jouera, chacun le sait, un rôle croissant dans son approvisionnement énergétique ?
- b) Au Proche et au Moyen-Orient l'intérêt de l'Europe c'est aussi une paix qui reconnaisse à chaque peuple ses droits : il ne saurait y avoir un droit international à plusieurs vitesses, il n'y aura pas de paix sans justice : il faut affirmer à la fois le droit au développement – c'est le cas de l'Iran -, le droit à disposer d'un Etat viable – c'est le cas du peuple palestinien – et le droit à la sécurité, ce qui concerne particulièrement Israël, droit sur lequel il doit être clair que nous ne saurions transiger. Rien ne saurait justifier à ce sujet les propos du président Ahmadinejad. L'avenir du monde n'est pas dans la confrontation mais dans le dialogue des cultures et des civilisations.
- c) Dans ce monde pluriel dans lequel des puissances nouvelles émergent (Inde – Chine – Brésil), une « Europe européenne », c'est-à-dire existant par elle-même, a un rôle irremplaçable à jouer. Alliée des Etats-Unis certes, mais non leur vassale ! L'Europe redressée, c'est aussi cela !

5) *Le cinquième et dernier chantier que je propose consiste à tourner l'Europe vers le Sud et notamment vers l'Afrique.*

Il s'agit de faire de la coopération Nord-Sud, et pas seulement de l'élargissement vers l'Est, un axe majeur de la politique européenne.

- Relance du processus euro-méditerranéen.
- Réunion des chefs d'Etat d'Europe et d'Afrique. Initiatives pour le co-développement : ouverture du marché européen en franchise de douane aux produits fabriqués en Afrique, relance de l'aide publique au développement des infrastructures (eau – santé – transports - éducation), remises de dette, formation de cadres, organisation de flux temporaires de migration de travail.

*

* *

Renégocier les traités, comment ?

Pour mener à bien cette réorientation d'ensemble et notamment la renégociation de certaines dispositions des traités européens existants, il faudra à la fois la détermination d'un gouvernement appuyé sur la volonté populaire et une grande puissance de conviction. Il n'y a pas de traité qui ne puisse se renégocier. Le peuple français a exprimé une claire volonté le 29 mai 2005. Chaque gouvernement européen, chaque force politique représentative devra se déterminer par rapport aux deux mémorandums qu'aura fait connaître à l'opinion publique européenne le gouvernement français. C'est devant l'opinion publique que cette réorientation doit être débattue. Et ce sera cela aussi la nouveauté : engager devant les peuples et à travers eux un grand débat sur le thème : à quoi ça sert l'Europe ? Ce sera une formidable politisation de l'Europe tout entière !

Bien évidemment, si aucune renégociation ne pouvait aboutir, il ne saurait être exclu de suspendre certaines clauses des traités, je pense en particulier aux clauses relatives à la concurrence et aux services publics (j'ai évoqué tout à l'heure La Poste mais il y aurait d'autres sujets !). Dans cette hypothèse, le peuple français serait bien évidemment saisi par la voie du référendum populaire. Celui-ci doit être utilisé à bon escient, mais la force de la démocratie gagnerait à ce que le référendum soit utilisé plus fréquemment, contrairement à l'idée émise par M. Sarkozy qui préférerait s'en passer. C'est une forme de démocratie directe, qui permet l'expression incontestable de la volonté populaire ! Il ne faut pas avoir peur du peuple.

II – Pour réorienter la construction européenne, il ne faut pas non plus avoir peur de s'appuyer sur la nation, la nation républicaine bien entendu, définie comme communauté de citoyens. Ne laissons pas la France à Le Pen comme l'ont fait depuis plus de deux décennies nos élites bien pensantes.

La France est notre principal levier pour agir en Europe et dans le monde. Ne la laissons pas démolir ! Foin des repentances orchestrées ! Notre histoire doit être connue, avec ses ombres et ses lumières. Elle est éclairée tout entière par l'éclat de la grande Révolution dont les valeurs et les principes sont plus que jamais d'actualité, en France et dans le monde. On l'a vu au moment de l'invasion de l'Irak.

Quand donc, à cet égard, M. Sarkozy est-il sincère ? Quand il proclame ici sa fierté d'être Français ou quand il va à Washington s'excuser de l'arrogance de la France pour avoir refusé, à juste titre, de s'associer, en 2003, à la politique de M. Bush. Celui-ci est aujourd'hui désavoué par le peuple américain lui-même !

Il est temps que la France retrouve confiance en elle-même pour pouvoir se projeter dans l'avenir avec vigueur. La mémoire nationale ne doit pas devenir un enjeu entre les différents communautarismes. Ainsi la colonisation a existé. Elle a été un heurt de civilisations, douloureux pour les colonisés. Mais elle était sans doute inévitable, comme une étape historique particulièrement rude d'une première forme, très brutale et souvent inhumaine, de mondialisation. Depuis longtemps déjà, les jeunes nations ont conquis leur indépendance. L'Histoire, même violente, a tissé entre nous des liens ineffaçables, ainsi ceux d'une langue française partagée. Nous conservons une responsabilité et un devoir de solidarité vis-à-vis des populations françaises ou anciennement colonisées qui ont vécu cette histoire conflictuelle. Mais nous devons ensemble nous tourner vers l'avenir, car celui-ci durera plus longtemps que le passé.

De même, il serait temps de voir comme un tout la période 1914-1945. De la compréhension de cette nouvelle guerre de trente ans, la France sortirait grandie ! Car les autres démocraties l'ont souvent laissée bien seule.

La France donc doit être redressée d'abord dans l'esprit de nos concitoyens, à l'abri des campagnes de dénigrement et au-delà de la tentation des replis communautaristes. Il s'agit de faire revivre un patriotisme sain et généreux qui est tout le contraire du nationalisme et qui ne s'oppose en rien à l'idée européenne et encore moins à l'idéal de la fraternité humaine. La nation est le cadre naturel et indépassé à ce jour de la démocratie. Elle est le lieu de la solidarité. Il faut la défendre. Il est donc temps d'organiser le retour de la France en Europe, dans le monde et en France même, à commencer par nos banlieues. Ne croyez-vous pas que nos responsables devraient se placer davantage à l'aune des intérêts du pays pour prendre leurs décisions ? Une France forte est nécessaire à l'Europe et sa voix est attendue dans le monde entier.

La France, sur le plan économique est certes dans une mauvaise passe mais elle garde beaucoup d'atouts que la confiance revenue avec une gauche renouvelée et rassembleuse et un Etat stratège et modernisé peuvent mobiliser.

- 1) Nouvelle charte de l'entreprise pour qu'elle redevienne l'affaire de ses salariés et pas seulement de ses actionnaires et que soit reconnu le rôle de ses partenaires et notamment des régions et des pays où elle a ses implantations.

- 2) Recréation d'un grand ministère de l'Industrie et du Développement technologique de plein exercice, veillant à ce que la recomposition du tissu productif prenne en compte les intérêts de l'économie française et du monde du travail veillant aussi au développement des PMI et à celui des industries de l'avenir. La France doit rester un grand pays industriel.
- 3) Choix énergétiques ambitieux notamment par la confirmation du programme EPR atout maître de l'industrie nucléaire française et moyen efficace de lutter contre le réchauffement du climat. Ne nous laissons pas entraîner par les billevesées de ceux qui courent après les coquecigrues, alors que les pannes d'électricité illustrent les retards de l'équipement électrique de l'Europe, premier effet de la libéralisation du marché de l'énergie.

Je n'ai rien contre les énergies dites nouvelles, à condition qu'elles puissent contribuer efficacement et à un prix raisonnable à nos approvisionnements énergétiques alors que le prix du pétrole restera durablement élevé et que le prix de l'électricité nucléaire est le plus bas de tous.
- 4) La France doit être au premier rang du combat qui vise à lutter contre l'effet de serre et à préserver la planète et ces biens rares que sont l'air, l'eau, les sols, sans parler de la biodiversité.
- 5) La matière grise est notre principal atout : priorité donc à l'éducation et particulièrement à l'Université et à la Recherche pour lesquelles un bio-programme devra prévoir une croissance de 25 % de leurs moyens sur cinq ans. Savez-vous qu'un étudiant en France coûte moins cher qu'un lycéen ? Planifions sur dix ans le recrutement des chercheurs.
- 6) L'agriculture aussi est un grand atout de la France : ne la sacrifions pas aux lobbies et aux grands intérêts financiers.
- 7) N'oublions pas enfin et surtout que la France est une puissance à vocation mondiale, grâce à la francophonie qui, en 2050, aura 300 Millions de locuteurs, grâce à une diplomatie qui reste l'une des trois meilleures du monde, grâce enfin à une défense indépendante qu'il convient de maintenir et de moderniser. N'écoutons pas les sirènes du renoncement qui nous proposent d'abandonner après 2015 la fabrication de nos têtes nucléaires et seraient prêtes à sacrifier dès aujourd'hui les recherches effectuées en matière de simulation.

Cette vocation mondiale est un grand atout de la France :

Membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, la France a des devoirs particuliers au service de la paix dans le monde.

Bien évidemment nos capacités militaires ont leur limite et nous devons veiller à ne pas nous laisser entraîner dans des opérations conçues au service d'objectifs qui ne sont pas les nôtres. Il est très souhaitable de développer, à géométrie variable, le cas échéant, les coopérations européennes dans le domaine des forces comme des industries de défense. Il n'y a pas lieu de revenir sur la professionnalisation des armées mais des carences graves se sont créées en matière de défense du territoire et de protection des populations.

Un service civique d'une dizaine de semaines sera institué. Il comportera plusieurs volets (sécurité civile – défense notamment). Il permettra à la fois d'étoffer le recrutement des forces professionnelles par des formules de volontariat service long (un à deux ans) et de relever le niveau des réserves dans le pays.

Oui la France a les moyens de faire face si elle le veut, et de peser en Europe si elle n'oublie pas sa vocation mondiale en chemin. Dans l'équation franco-allemande, chaque pays a ses points forts. Ne sacrifions pas les nôtres à des chimères car l'amitié franco-allemande sera d'autant mieux assurée qu'elle reposera sur un équilibre. L'Allemagne a une industrie deux fois plus puissante que la nôtre mais la France a d'autres atouts, notamment géopolitiques, qu'il faut savoir préserver, dans

l'intérêt bien compris de l'Europe que nous voulons, une Europe européenne, capable de s'exprimer par elle-même. Pour cela elle a besoin de la France !

III – Ma troisième priorité, indissociable des deux premières, sera de faire vivre « le modèle républicain ». Les valeurs de la citoyenneté doivent faire reculer la tentation des repliements communautaristes.

Pour restaurer la confiance de nos concitoyens, il faut revenir aux principes et aux valeurs de la République. Tout le monde se dit aujourd'hui républicain. Mais la République n'est pas faite que de valeurs partagées. C'est aussi et d'abord une exigence. Car ces valeurs ne peuvent se maintenir que dans un peuple de citoyens.

Qu'est-ce donc que la République ?

- La République, c'est d'abord la liberté, à commencer par la liberté de recherche, de croyance et d'expression. Une liberté dont très peu de peuples jouissent de par le monde, il ne faut pas l'oublier. Mais la liberté est aussi capacité à penser par soi-même et pour le citoyen capacité à s'élever au niveau de l'intérêt général. La République c'est aussi le civisme.
- La République, c'est aussi la laïcité. La séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les affaires publiques doivent être débattues en commun par tous les citoyens à la lumière de la raison naturelle. La religion, quelle qu'elle soit, doit rester du domaine privé. Elle ne doit jouer aucun rôle dans la sphère publique et dans la politique. A bas le communautarisme !
- La République, c'est aussi la fraternité : la justice sociale et la solidarité, le soutien aux plus faibles, ainsi les personnes handicapées qui sont plus de six millions dans notre pays, les personnes âgées, les enfants, les laissés pour compte.
- La République, c'est aussi la citoyenneté et la fierté d'être Français. Nous, républicains, sommes amoureux de la France, de ses valeurs d'humanisme et de générosité, de sa capacité à accueillir et intégrer, de son art de vivre auquel nous tenons, de son intelligence et de sa capacité d'innovation, de son rayonnement dans le monde, de l'espoir qu'elle représente pour les peuples opprimés, de son combat pour la paix. Mais nous ne confondons pas le patriotisme qui est l'amour des siens avec le nationalisme qui est la haine des autres. Sans patriotisme, il n'y a pas de civisme : la citoyenneté républicaine est un équilibre indissociable de droits et de devoirs.
- La République, c'est enfin et surtout, à mes yeux, une exigence, une exigence de rigueur intellectuelle et morale au service de l'intérêt général du pays, parfaitement compatible avec le souci de construire une Europe existant par elle-même, avec le souci de la justice et de la paix dans le monde.

La République française, notre République c'est la bonne articulation du particulier et de l'universel. Il n'y a pas de redressement possible sans cette éthique républicaine exigeante.

Pour faire vivre le modèle républicain, j'ai proposé l'ouverture de huit chantiers : je n'en évoquerai que les principaux :

- 1) D'abord, l'ouverture d'une Conférence des revenus, non seulement salariaux mais aussi financiers, englobant la fiscalité, avec tous les partenaires sociaux. Cette conférence aura pour but de revaloriser les revenus du travail en préservant l'éventail des salaires, d'encourager l'activité, et de mieux partager l'effort. Les salaires faramineux de quelques grands patrons seront découragés par une fiscalité dissuasive. Il est temps de remettre un peu d'ordre et de bon sens dans l'échelle des revenus. La fiscalité sur les revenus financiers sera également revue. Nous ferons d'autant mieux face à la compétition mondiale que la justice sociale chez nous sera au rendez-vous. Il faut cultiver le goût du travail et du travail bien fait mais pour un progrès partagé par tous, à commencer par ceux qui aujourd'hui ne tirent de leur travail qu'une maigre subsistance. La durée légale du travail restera fixée à 35 heures mais le régime des heures supplémentaires

sera assoupli. Le pouvoir d'achat sera ainsi accru au bénéfice de l'activité générale, et sans préjudice pour la compétitivité globale de notre économie. L'augmentation des taux d'activité est notre principale marge de croissance. Elle implique une vraie revalorisation du travail. Mais tout ce que disent les candidats sur ce sujet comme sur l'emploi n'est que vœu pieux s'ils font l'impasse sur la politique monétaire et sur la politique commerciale, qui sont les préalables de toute politique de l'emploi.

J'ai déjà parlé de l'euro cher et d'un gouvernement économique de la zone euro. La question commerciale est tout aussi importante. L'Europe a complètement désarmé son économie, supprimant l'essentiel de ses protections tarifaires, contrairement à la plupart des grandes zones exportatrices, comme celle des pays asiatiques. Le « grand marché » dont certains se félicitent a été créé au plus grand bénéfice des grandes firmes américaines et des entreprises chinoises, accroissant le chômage en Europe. C'est un grand marché qui est à la disposition des autres. Il nous faut agir, notamment avec les Allemands, pour que les clauses sociale et environnementales s'inscrivent dans les règles du commerce international.

Les salariés doivent pouvoir vivre décemment de leur travail. Le Président de la République a, à l'occasion du 14 juillet dernier, repris une de mes propositions qui consiste à transformer en impôts une partie importante des cotisations sociales. Mais ce qu'il faut maintenant, ce n'est plus parler, c'est agir.

- 2) Je ne traiterai pas, ce soir, la question institutionnelle, bien qu'elle soit centrale car il faut qu'il y ait une responsabilité dans l'Etat. Si je suis d'accord avec le PS pour revaloriser le Parlement, je crains que les réformes qu'ils proposent n'aboutissent à l'effet inverse. Les Français ne renonceront pas à l'élection du Président de la République au suffrage universel. Pour revaloriser durablement le Parlement, mieux vaut, à mes yeux, un régime présidentiel à la française avec le retour au peuple comme soupape de sécurité plutôt que de revenir au régime d'assemblée. Je propose un grand débat sanctionné par un référendum.
- 3) L'Ecole ensuite. Pensez-vous que l'Education Nationale doit être au cœur de notre projet pour la France ? C'est l'évidence même, car la République a besoin de citoyens ! De citoyens éclairés par l'Ecole laïque. La formation du citoyen implique à la fois l'acquisition des connaissances et la formation du jugement, ce qu'on appelle l'esprit critique, qui n'est pas l'esprit de critique.

L'Ecole de la République doit rester le lieu de l'instruction obligatoire de tous et de la transmission du savoir. Les savoirs élémentaires, mais aussi les habitudes de discipline, de travail, de sérieux, d'attention que demandent l'étude et la vie en société. Le plus important de tout est l'école primaire. Or, 17 % des jeunes entrent au collège, selon les statistiques du ministère de l'Education Nationale, ne sachant ni lire ni écrire, ni compter correctement. Il est évident que beaucoup des difficultés ultérieures des jeunes procèdent de ces carences. Je me bornerai à annoncer une mesure : un examen probatoire sera institué avant l'entrée en 6^{ème}. Ceux qui ne maîtrisent pas ces apprentissages fondamentaux bénéficieront par modules réduits d'enseignements spécialisés afin de les acquérir. Mais rien ne se fera dans ce domaine, comme ailleurs, sans la mobilisation des enseignants. L'Ecole de la République est une. Elle est le creuset et le ciment de l'unité nationale. C'est pourquoi nous ne laisserons pas régionaliser le recrutement des maîtres, multiplier les programmes à la carte, en fonction des besoins locaux. L'unité de l'Ecole, c'est-à-dire des valeurs républicaines et des savoirs qu'elle est chargée de transmettre, est une garantie de justice sociale qu'il faut préserver. C'est ainsi que nous ferons vivre toujours mieux les valeurs de la connaissance, de la science et de la culture, et que nous continuerons à cultiver au mieux notre principale richesse – la matière grise – en faisant fructifier les talents innombrables qui existent dans notre jeunesse.

- 4) Je propose par ailleurs des Etats-généraux de la ville, des banlieues et de la jeunesse pour mettre en oeuvre une politique d'intégration et de citoyenneté républicaine, mettre le pied à l'étrier aux jeunes, supprimer les cités ghettos, faire

vivre l'égalité au quotidien. Il faut pour cela une volonté collective et des politiques cohérentes au niveau du gouvernement tout entier.

- a) Tout jeune qui veut travailler doit pouvoir le faire : ils sont l'immense majorité. Ils y seront encouragés par des bourses au mérite, des préparations rémunérées aux concours de la fonction publique et des prêts à bas taux et à remboursement progressif pour créer leur entreprise, artisanale ou autre.
- b) A rien ne sert de démolir les barres et les tours, si on n'applique pas plus énergiquement la loi SRV afin de réaliser une véritable mixité sociale.
- c) L'accès à la propriété de leur logement pour les jeunes et les travailleurs aux revenus modestes doit être encouragé : les banques devront leur consentir des prêts sans apport personnel et à remboursement progressif. La spéculation doit être dissuadée.
- d) Il faut déborder l'abcès de rancoeur qui existe dans nos banlieues par une politique à la fois ferme et généreuse. Pas de discrimination même positive, car lourde d'effets pervers, mais un volontarisme républicain, appuyé sur le mérite et l'effort. C'est d'abord là que l'ascenseur social doit être remis en marche.

La carte scolaire sera revue et assouplie et des classes passerelles multipliées pour combattre la ségrégation scolaire. Des transports gratuits par bus permettront une véritable mixité. Les institutions publiques devront se mettre à l'image de la population. Des « observatoires de la diversité » seront créés dans les entreprises sur la base de critères non pas ethniques mais géographiques (domicile des postulants, lieu de naissance de leurs parents et grands-parents). L'esprit de discrimination doit disparaître partout au profit de la citoyenneté de tous.

La police de proximité sera rétablie. M. Sarkozy a vidé de ses effectifs et de son contenu la police de proximité que j'avais mise en place en l'an 2000. Il a privilégié à l'excès les forces d'intervention et d'ordre public qui, ne connaissant pas la population, multiplient inévitablement et souvent à l'aveuglette les interpellations. Les agressions contre les personnes, y compris les policiers, n'ont jamais été aussi nombreuses. Ces agressions inacceptables, cette tension qu'on voit aussi dans les stades, M. Sarkozy en porte, pour une très grande part, la responsabilité. Qui ne se souvient, en 2003, de la révocation, quasiment sous l'œil des caméras, du Directeur de la Sécurité Publique de la Haute-Garonne, le Commissaire Havrin, avec ces fortes paroles du ministre : « Les policiers ne sont pas là pour jouer au foot avec les gamins des cités ! » ? La tâche du ministre de l'Intérieur n'est certes pas facile. Je suis le premier à le savoir. Mais la sécurité de nos concitoyens ne peut procéder d'une gesticulation. M. Sarkozy donne l'exemple comme police de proximité de la Bac qui, dans les Bouches du Rhône, a confondu l'agresseur d'une jeune fille atrocement brûlée. Mais la police de proximité aurait peut-être pu empêcher cela. En tout cas je constate que les élections professionnelles dans la police ont donné gain de cause aux syndicats qui réclamaient le retour à une police de proximité.

La répression est certes nécessaire. La poignée de multirécidivistes qui pourrait la vie des quartiers doit être éloignée, soit dans des centres de retenue que j'avais proposés mais que la droite, qui s'y était engagée, n'a pas créés, ou dans des centres de rééducation par le travail, à la campagne, dans les zones de montagne ou bien encore Outre-Mer. Les multirécidivistes apprendront ainsi à connaître les vertus de quelques disciplines élémentaires. Ceux qui vivent du trafic et du vol doivent cesser de terroriser leurs concitoyens. Mais pour cela, on ne peut pas faire confiance à M. Sarkozy. Il faut un gouvernement de gauche républicain énergique qui sache allier l'éducation, la prévention et la répression, nécessaire et pédagogique, car elle rappelle l'existence des règles. La citoyenneté implique des droits mais aussi des devoirs. C'est ainsi que nous « ferons France » à nouveau comme nous avons su le faire depuis des siècles. Cela implique ce que j'appelle « le regard républicain » : tout homme doit être regardé en fonction de ses mérites et non de la couleur de sa peau. C'est cela la République !

Enfin, le droit au logement, dont les prix sont devenus excessifs et pèsent lourdement sur le budget des plus modestes, doit devenir réalité. Le bouclier-logement proposé par les socialistes est une bonne idée. Des prêts à taux plus réduits seront accordés aux organismes logeurs. Des contrats seront passés avec les regroupements intercommunaux pour les encourager dans leurs politiques de mixité sociale, en matière d'habitat.

Une grande loi-programme interministérielle concernant aussi bien le logement et la ville que l'éducation et la sécurité viendra clôturer ces Etats-généraux.

- 5) J'évoquerai un cinquième chantier : celui de la parité sociale pour les femmes dans le travail, les salaires, la maîtrise de leur temps, pour leur permettre aussi de mieux concilier leur épanouissement personnel et familial et leur vie professionnelle. Il faudra augmenter d'un bon tiers le nombre de places en crèches et d'assistants maternels. Une loi-programme prioritaire sera consacrée à cet objectif.
- 6) Je proposerai aussi la création d'un Institut de la parentalité, ou si vous préférez, d'une Ecole des Parents, avec le concours des meilleurs spécialistes, fonctionnant en réseau sur tout le territoire national, facultative bien sûr, mais, je le crois, puissamment incitative pour les institutions et les collectivités, afin que les parents puissent disposer des cadres et des repères qui, dans la société urbaine surtout, font de plus en plus défaut.
- 7) Permettez moi de passer plus rapidement sur les deux derniers chantiers que je me propose d'ouvrir pour une République de la Culture et pour que la politique de la santé relève de la solidarité et ne débouche pas, au nom des choix individuels, sur l'exclusion pure et simple.
Je consacrerai à ces sujets des colloques particuliers et des visites sur le terrain.

*
* *

Au total ces trois priorités et ces vingt chantiers constituent un projet cohérent, à la fois ambitieux et réaliste, pour peu bien sûr qu'il soit expliqué. Pour reconquérir durablement l'électorat populaire - je le répète -, il faut rétablir la confiance entre le gouvernement et le peuple, comme avait su le faire en son temps Pierre Mendès France. Les institutions de la V^e République, même réformées, le permettent.

Je mesure la difficulté de faire passer ce projet dans l'opinion alors que nous sommes affrontés à un bombardement idéologique permanent. Les B52 de la désinformation agitent l'épouvantail du vote Le Pen alors qu'on ne sait même pas s'il obtiendra ses parrainages. Tous les serre-files de la pensée conforme sont mobilisés pour occulter les débats de fond.

On aurait pu s'attendre à ce que nos élites bien pensantes, s'il y avait dans leur attitude une once de bonne foi, fassent campagne pour que les maires n'accordent pas leur parrainage à Jean-Marie Le Pen, qui est quand même l'auteur de petites phrases qui devraient l'exclure pour toujours du champ démocratique. Eh bien, point du tout ! Le Monde publie simultanément un sondage où il apparaît que 48 % des Français trouveraient normal que Le Pen obtienne ses parrainages, 47 % étant d'un avis contraire. Quant au Monde, il ne se prononce pas !

De même, plusieurs leaders socialistes dont M. Olivier Duhamel, font ouvertement campagne à la télévision, comme d'autres, pour que Le Pen obtienne ses 500 parrainages. C'était sur M6 l'autre soir - et j'ai dû lui rappeler en direct le détail des chambres à gaz. Bref, le système se défend. Le Pen le sert. L'extrême-droite est apparue - faut-il le rappeler ? - au lendemain du tournant de la rigueur libérale de mars 1983, d'abord aux municipales de Dreux, à l'automne 1983, puis aux européennes de juin 1984. De là date son installation dans le paysage politique. Elle est le produit du tournant reaganien de la droite au début des années quatre-vingt et de l'oubli par la gauche de son engagement fondamental : « D'abord l'emploi ! ». Le Pen a été et reste un outil de manipulation précieux pour l'Establishment. Jacques Chirac lui doit sa plus belle élection. La tâche est donc infiniment rude. Est-ce une raison de désespérer ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'énergie du renouveau a dû surmonter les lassitudes et les abandons. La voix de la résignation, notre pays ne la connaît que trop. Vous en connaissez les rengaines :

Devant le chômage ? « On a tout essayé ! »
Tout, sauf changer de politique ...

Devant les délocalisations « On n'y peut rien, c'est la mondialisation... »
On y peut rien, sauf mettre des bornes à la mondialisation !

Démision de la volonté, abandon de la culture de projet. Retour à Joué-lès-Tours.

« La France ne compte plus que pour 1% de la population mondiale » nous disait Giscard en justifiant l'effacement de la France dans le monde.

Cette voix de la résignation, les Français l'ont entendue cent fois dans leur histoire. Cent fois, des élites ayant abandonné leurs devoirs ont voulu entraîner le peuple dans leur démission collective.

Que restait-il de la France, après le traité de Troyes ?

Où en était notre peuple en 1788, entre misère, famines, et arbitraire ?

Où en était le monde du travail au moment de la révolution industrielle ? Le rapport Willermé sur le travail des enfants dans les mines, le droit de grève bafoué, la semaine de 60 heures sans congés, l'absence d'horizon...

Où en était la République après l'effondrement de juin 40, vaincue, humiliée par le nazisme, trahie, déshonorée par Vichy ?

Où en étaient les institutions de notre pays, à bout de souffle, à la merci des généraux putschistes d'Alger, il y a moins de cinquante ans ?

Et, de dérive en dérive, où en était la République dans le projet de « constitution européenne » qui aurait signé la fin de la souveraineté et de la démocratie qui lui est liée ?

A chaque fois, la France s'est ressaisie. Elle est parvenue à sortir de l'ornière.

***Et bien, je vous le dis, nous nous en sortirons encore si les Français en ont la volonté !
La France ne doit pas disparaître et ne disparaîtra pas.***

L'humiliation et le chantage dont sont l'objet tous ceux qui aujourd'hui vivent de leur travail ne sont pas irrémédiables.

Les salaires et les acquis sociaux, menacés d'être alignés sur ceux des prolétaires d'Asie, ne sont pas des privilèges. Ce sont des droits : les défendre est le devoir de tous ceux qui prétendent conduire notre pays et le devoir des hommes politiques serait d'inciter les gouvernements des pays d'Asie à se soucier davantage de leurs peuples.

Les choix républicains de la France, l'exigence d'égalité entre les citoyens, le souci d'un service public moderne et efficace, ne seront pas sacrifiés sur l'autel des marchés financiers et du profit à courte vue

L'exigence de la démocratie, de la souveraineté du peuple ne se laissera pas museler par des instances non élues, au service du marché et des puissances de l'Argent. La voix des citoyens ne se laissera pas étouffer !

Oui, si vous m'aidez, nous pourrons peser dans cette campagne pour faire avancer nos idées parce qu'elles sont justes, pour rassembler sur des bases solides afin d'éviter de nouvelles déconvenues, pour libérer enfin les forces de l'avenir, et pour qu'encore une fois la République soit la force de la France !

